

Capitaine Lefèvre

LES MARCHANDS DE MORT SUBITE



L'Intelligence Service contre la France

Prix : 3 fr.

Capitaine Lefèvre

LES MARCHANDS
DE
MORT SUBITE

L'INTELLIGENCE SERVICE CONTRE LA FRANCE

Ceux qui trouvent sans chercher, sont ceux qui ont longtemps cherché sans trouver.

Un serviteur inutile, parmi les autres.

Juin 2012

Scan, ORC, Mise en page

LENCULUS

pour la **Librairie Excommuniée Numérique** des **CUrieux de Lire les USuels**

IL est curieux que personne n'ait songé à rapprocher la mort du général polonais Sikorski de celle du banquier juif Løwenstein survenue le 4 juillet 1928.

On connaît les faits.

Parti de Croydon sur son avion personnel trimoteur conduit par le pilote anglais Brews, Alfred Loewenstein était accompagné d'une dactylographe anglaise, Miss Clark, de M^{lle} Paule Bidalon, dactylographe française, d'un secrétaire M. Hodgson, et d'un valet de chambre, l'Anglais Baxter.



L'avion, attendu au Bourget, atterrit à 20 h, 30 Port-Mardy, près de Dunkerque. Løwenstein avait disparu; il s'était rendu aux w.-c., cinq ou six milles après que l'appareil eut quitté les côtes anglaises, et n'en était pas revenu. On pensa d'abord qu'il était tombé accidentellement à l'eau ou qu'il s'était suicidé. Il fut prouvé formellement qu'il était impossible pratiquement un homme seul d'ouvrir une des portes de l'avion en vol.

Le pilote de l'avion mourut accidentellement quelque temps après, et le valet de chambre du financier trouva la mort dans des circonstances qui n'ont pas été éclaircies.

Le banquier Løwenstein, peu de temps avant sa condamnation à mort par l'Intelligence Service.

Løwenstein, ex-agent de l'Intelligence Service

Pendant la guerre de 1914-1918, Løwenstein, officier dans l'armée belge, donna sa démission et fut nommé capitaine dans l'armée anglaise. Il travailla immédiatement à La Haye avec le major O... représentant l'Intelligence Service en Hollande et le capitaine Fl... de la Navy Intelligence. On retrouve ensuite sa trace au Portugal, puis en France.

Après la guerre, le juif voit grand et s'occupe de finance internationale. Løwenstein lance l'*International Holding*, trust de soie artificielle et de produits chimiques, et l'*Hydro-Electrique Securities Corporation*, trust d'exploitation de houille blanche en France, Belgique, Espagne.

C'est à ce moment, précis que Løwenstein essaie de s'emparer du fameux groupe anglais connu sous le nom de *British Celanese*, qui exploitait un procédé nouveau pour



La mort tragique du banquier Lœwenstein, ex-agent de l'Intelligence Service a été immédiatement diffusée par la grande presse. On se remarquera que les premières coupures de journaux que nous publions considèrent comme « étrange » la disparition du banquier belge. « Etrange », c'était bien le moins que l'on pût dire.



Il fallut peu de temps aux enquêteurs pour se rendre compte que le suicide de Loewenstein n'était qu'un meurtre maquillé avec habileté, certes, mais un meurtre quand même. La presse accuse. Il s'agit bien d'un crime. L'affaire sera néanmoins étouffée.

la fabrication de la soie artificielle¹. Nous sommes en janvier 1928. La lutte s'engage avec une brutalité inouïe ; sept mois après, on retrouve le corps de l'ancien fonctionnaire du Secret Service dans la Manche.

Løwenstein avait cessé d'être utile à l'Angleterre. il avait cru pouvoir jouer un jeu personnel. Il était devenu nuisible. Il est mort. Comment ? Aucune importance. Il est mort comme Sikorski parce qu'il était, comme lui, devenu dangereux.

Assassinat du prince Radziwill, à Monte-Carlo

Pourquoi, puisque nous parlons du général polonais Sikorski. Patriote récalcitrant, ne pas évoquer la figure d'une haute personnalité polonaise, celle du prince Léon Radziwill, assassiné, lui aussi par l'Intelligence Service.

En 1925, le prince Radziwill, héritier de la fortune des fondateurs de Monte-Carlo, s'occupe aussi un peu de questions sidérurgiques. Il est le chef du fameux *Cartel de l'acier*, organisme international qu'il veut asseoir sur une base « indépendante » des banques anglo-saxonnes. Il s'adresse à qui ? À Alfred Løwenstein.

C'est ici que l'Intelligence Service intervient.

Le 2 mars 1927, le prince Léon Radziwill est assassiné à trois heures du matin par une jeune femme blonde dans son appartement du Nouvel-Hôtel de Monte-Carlo. Oh ! le travail est bien fait : simple piqûre.

Chose curieuse, on ne pratiqua pas l'autopsie du prince Radziwill dont le cadavre fut porté en terre avec célérité. Mais le docteur Fiessinger n'a tout de même pas cru possible d'écarter l'hypothèse du meurtre.

Pourquoi cette rapidité dans les obsèques, ces interventions politiques pour faire relâcher « la femme blonde » qui tenta, biens entendu, de se suicider ? Vous allez comprendre.



Le prince Léon Radziwill, chef du Cartel de l'acier, gênait les marchands de mort subite. Il fut donc condamné et exécuté.

1 Dans le conseil d'administration de la British Célânese, dirigé par C. Dreyfus-Clavel, se trouvait un général anglais, haut dignitaire de l'Intelligence Service, nous apprit Le Crapouillot.

Où apparaît Sir Basil Zaharoff



Parce qu'un curieux personnage qui, avant 1927, détenait fort peu d'actions de la *Société des Bains de Mer* de Monaco (roulette), voulait s'emparer de la S.B.M., c'est-à-dire de la Principauté de Monaco, Un des points stratégiques les plus importants, aujourd'hui encore, de la finance européenne. Cet homme, comme Løwenstein, était un agent de l'Intelligence Service, mais lui était toujours en activité. Il s'appelait Sir Basil Zaharoff.

Et c'est ainsi, après l'assassinat de Radziwill, que Zaharoff devint président du Conseil d'Administration de la *Société des Bains de Mer*. Pure coïncidence, sans doute.

Et savez-vous les noms des gens qui siégeaient, sous la direction de Zaharoff, au Conseil d'Administration de la Roulette ? Il y avait là un certain M. Chautemps, cousin de notre vieux Camille, un certain M. Blum, parent de Léon, de sinistre mémoire, un certain M. Renaudel, frère du néo-socialiste... sans parler d'une créature du vénéré Marcel Cachin, directeur de *l'Humanité*. Mais non, cela n'est pas une blague ! C'est une vérité. S'est-on assez moqué, de nous, hein ?

Ajoutons que Sir Basil Zaharoff, grand officier de la Légion d'Honneur, baronnet anglais, roi des mitrailleuses, était propriétaire et animateur de plusieurs journaux français dont le plus important était *Excelsior*.

Le complot juif anime par l'Intelligence Service

Vous vous demandez si vous rêvez, si vous êtes au cinéma on en face de quelque roman policier bien monté. Hélas non, vous ne rêvez pas ! Si l'Intelligence Service en France s'était borné à supprimer quelques agents devenus trop gênants, trop



Marthe Hanau, agent juif des Banques anglaises.

Encore un juif au service de la finance anglaise et de l'intelligence Service. Il s'agit du fameux Oustric, spécialiste de la « cavalerie », dont les agissements reviennent fort cher aux petits épargnants. Sur notre cliché on le voit se rendant devant le tribunal pour répondre de ses escroqueries, suivi de son avocat, M^e Bizos.

ci-dessous



ci-dessus

Pour commettre avec plus de facilité leur travail de désagrégation de la finance et de l'épargne françaises, les agents juifs de l'Intelligence Service avait besoin de « couvertures », d'hommes de paille. Ils usèrent d'une grande arme la corruption. Des députés, des conseillers municipaux furent compromis dans des scandales retentissants. Voici sur notre cliché l'un de ces hommes, le célèbre Bonnaure, ex-élu du 3^e arrondissement de Paris.





Stavisky, un nom qui caractérise une époque pourrie, celle de la démocratie d'avant-guerre. Un nom qui, à lui seul, est synonyme de tous les scandales républicains qui défrayèrent les annales judiciaires. Le juif, agent anglais, opéra pour le compte de l'Intelligence Service sur notre territoire, avec la complicité de toute la pègre politique et judiciaire. Un jour, il ne servit plus à rien, alors les banquiers de Londres le sacrifièrent. Le scandale éclata, éclaboussant tout le Parlement. Puis, dans une petite villa isolée de Chamonix, on découvrit, un beau soir, le cadavre à peine refroidi de Stavisky. Suicidé ! annonça une certaine presse. Suicide curieux, dans le genre de ceux que sait si bien fabriquer l'Angleterre quand elle veut supprimer un de ses agents devenu inutile et encombrant.

Depuis un demi-siècle, ce pays a été infesté d'agents anglais, à la Bourse, au Parlement, dans le Commerce, l'industrie et jusque dans la religion et les oeuvres sociales avec l'Armée du Salut. C'est ce qui explique qu'aujourd'hui encore la France subisse l'influence de ce Système monté par la force de l'or anglais.

Une réaction brutale s'impose si, après avoir perdu notre Empire au profit de l'Angleterre et de l'Amérique, nous ne voulons pas être demain livrés sans défense à la dictature des banquiers juifs de la City et de Wall Street. Mais il n'est que temps.

L'Intelligence Service contre l'Empire Français

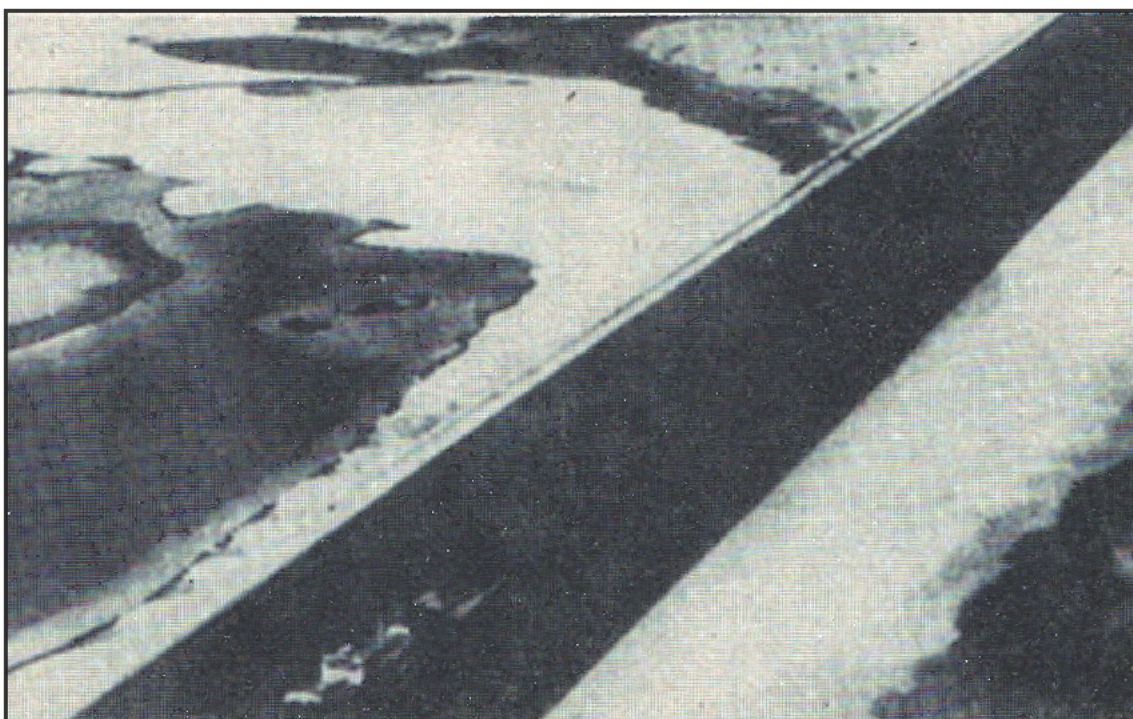
Il y a trente-huit ans, *La Libre Parole*, dirigée par Drumont, prouvait que les Rothschild, premiers agents juifs de l'Intelligence Service, par l'intermédiaire du juif Gambetta, avaient livré l'Egypte à l'Angleterre, contre les intérêts de la France.

C'est encore l'Angleterre, par l'intermédiaire des mêmes Rothschild, qui vola à Ferdinand de Lesseps le canal de Suez, clé de l'Orient, en 1875.

Nous savions déjà, que le consul britannique à Alger, Saint-John, écrivait au mois de juin 1827 à M. Turnbull, consul de Grande-Bretagne à Marseille :

« L'artillerie du dey d'Alger est commandée par des officiers anglais. Le capitaine Quin leur a ordonné de se tenir cachés, de ne se montrer nulle part. »

Ceci, pendant le blocus français des côtes d'Algérie.



Une vue du canal de Suez, oeuvre du génie français, volé par l'Angleterre et exploité par elle et ses agents.

Et faut-il rappeler nos anglophiles les paroles du comte Molé à lord Palmerston qui contestait la conquête française :

« La France ne transigera jamais, Alger lui appartient au titre le moins contestable par le fait d'une conquête entreprise dans le but de punir des provocations dont personne n'a pu méconnaître la gravité et la persistance. »

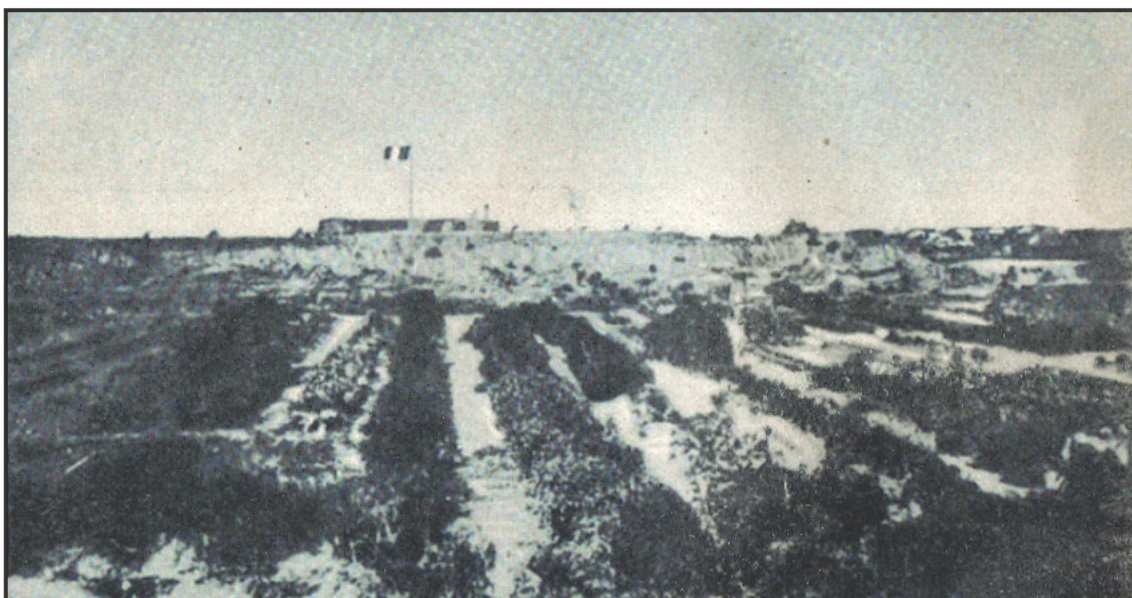
On connaît la fière réponse du capitaine Marchand à Fachoda au sinistre Delcassé, le Reynaud de l'époque qui ordonna le retrait de nos troupes.

« Vous donnez comme prétexte de l'abandon résolu par vous, l'état sanitaire de ma troupe. Il m'impose le devoir de défendre mon honneur et l'oeuvre de nos devanciers. Je n'ai rien à craindre des Anglais se sont eux qui ne peuvent rien contre moi. Je refuse d'évacuer et, comme je n'ignore pas les conséquences de ce refus, je vous envoie ma démission. »



Mais que pouvait un pauvre et honnête soldat contre l'or anglais et un système de corruption si considérable. Et en décembre 1898 le pavillon français est amené à Fachoda. Le sir-dar Kitchener à la tête de ses troupes, sans combat, prend possession d'une terre que nos soldats avaient conquise.

Le sinistre Delcassé, qui ordonna au capitaine Marchand de laisser les Anglais s'emparer de colonies conquises par nos soldats ; somme toute, un prédécesseur de Reynaud.



La citadelle de Fachoda, sur laquelle flotte le drapeau français, vue du Nil.

L'Intelligence Service dans le Proche-Orient, contre la France

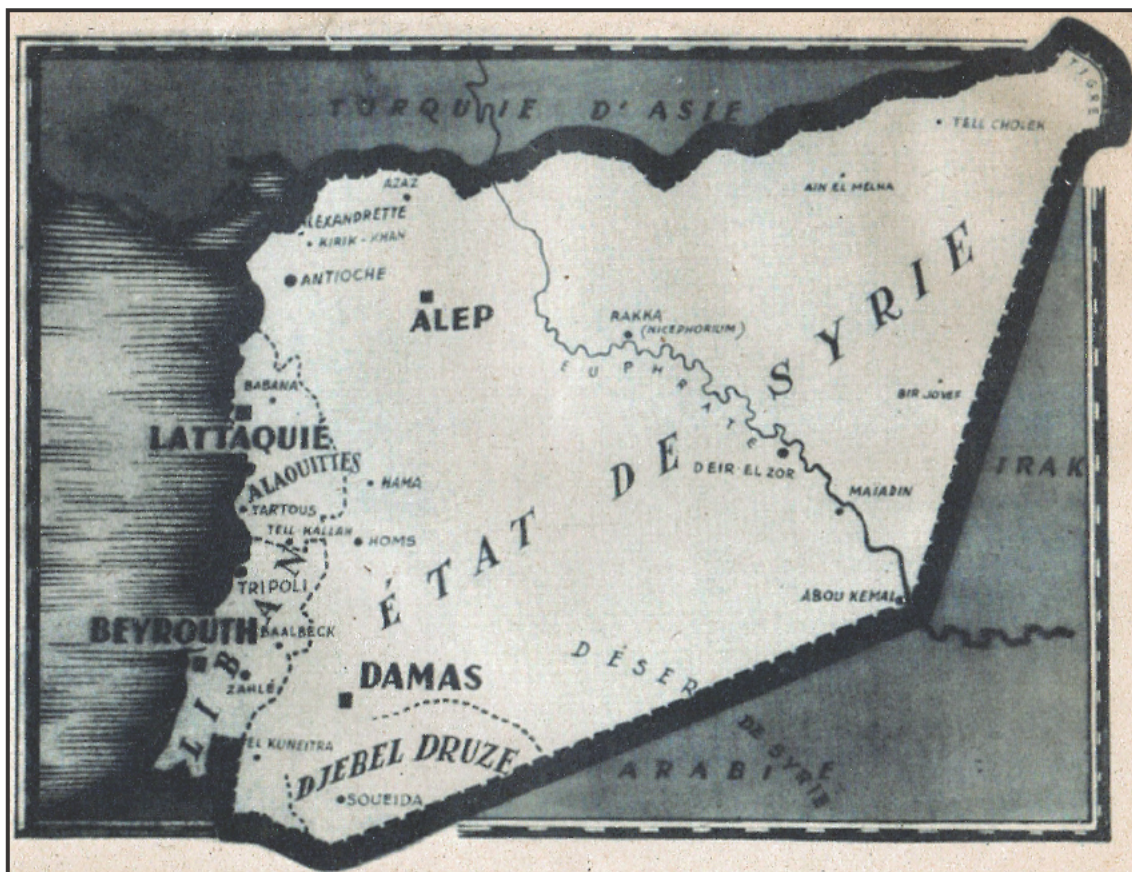
Toute l'histoire de notre Empire, gagné, perdu, reconquis, c'est l'histoire de la haine tenace, profonde, de l'envie de l'Angleterre contre la France. Et dans ces vingt dernières années, c'est l'histoire de l'Intelligence Service contre notre nation.

Qu'on en juge.

Lord Kitchener qui commandait les forces anglaises qui remontèrent le Nil pour se rendre Fachoda, où se trouvait le poste de Marchand.



Le capitaine Marchand et le général Baratier, deux belles figures de coloniaux et de soldats qui, en décembre 1898, furent obligés de céder devant la menace anglaise lors de la trahison de Delcassé.



Si l'on jette un coup d'oeil sur la situation dans le Proche-Orient en 1916, on est évidemment appelé à considérer attentivement les accords signés entre M. Georges Picot au nom de la France et M. Mark Sykes au nom de l'Angleterre. Selon ces accords, la Grande-Bretagne contrôlait la Mésopotamie, la France se voyait attribuer justement la Syrie, la Cilicie et la région de Mossoul.

Or, ces accords constituaient de la part de l'Angleterre une mystification grossière à notre endroit.

En effet, les agents de l'Intelligence Service avaient précédé depuis longtemps les diplomates britanniques dans le Proche-Orient.

Dûment mandatés par le Foreign Office, ils avaient signé en pleine guerre un traité secret avec l'émir Hussein, roi du Hedjaz.

Notre allié — ô combien ! — pour consolider, aux dépens de la France, sa position, avait imaginé la création d'un vaste Etat arabe, Hussein avait ainsi obtenu toute la Syrie-inférieure.

Un an après, l'Angleterre faisait semblant de céder à la France ce qu'elle avait donné à Hussein, étant bien entendu que seul un conflit armé pouvait régler la question entre la France et Hussein... ou, comme on va le voir, son successeur. C'était autant de gagné pour l'Angleterre.

Ainsi, l'Intelligence Service envoie là-bas en pleine guerre, je le répète, ses meilleurs agents secrets, et par l'intermédiaire de la Vicker de Sir Basil Zaharoff — encore lui — ses meilleures armes. Le tout, contre nous.

C'est maintenant la guerre du pétrole que l'on prépare car, comme dirait Clemenceau : « Une goutte de pétrole vaut une goutte de sang. »

Le mystérieux M. Philby

Ceux qui, comme Ibn Séoud, roi des Wahabites, se rebellent contre les pétroliers, sont bientôt entourés, eux aussi, d'agents du Secret Service comme ce M. Philby, l'homme à la barbiche, qui détournera Ibn Séoud d'une guerre contre Fayçal, le fils de Hussein, et le jettera contre nos soldats, au moment opportun.

Mais revenons au traité Picot-Sykes.

Prétextant l'entrée en guerre des Etats-Unis comme un événement suffisamment payant (tu parles !) l'Angleterre exige en 1918 la révision de l'accord Sykes-Picot. C'est un ordre. La France doit l'exécuter.

Un compromis est donc signé le 7 novembre 1918 par lequel l'Angleterre et la France s'engageaient à établir en Syrie et en Mésopotamie des gouvernements autonomes.

La duplicité anglaise

Dans le même moment l'Angleterre faisait attribuer à Fayçal, fils de Hussein, le royaume de Damas et du même coup nous abandonnions les pétroles de Mossoul que nos soldats avaient conquis.

Malgré ce compromis les forces britanniques du maréchal Allenby occupent non seulement la zone attribuée aux Britanniques, mais aussi celles qui revenaient à la France ; elles s'établissent en Syrie, au Liban, en Cilicie, et s'installent à Damas. C'est à ce moment que se produisit une intervention énergique des chefs militaires français. Les Anglais furent contraints de se retirer et nous pûmes occuper en partie les territoires qui nous revenaient.

Mais l'Intelligence Service ne restait pas inactif. Les Anglais, par tous les moyens, cherchèrent à dresser les Arabes contre la France. Leur diplomatie et leurs menaces ayant échoué, le Service Secret entra en action. Les nationalistes Arabes sont couverts d'or et armés par les Anglais. Un congrès organisé par l'Intelligence Service proclame à Damas, l'indépendance de la Syrie, sur le trône de laquelle monte l'émir Fayçal.

Officiellement cependant la diplomatie anglaise s'associe publiquement à la France pour désavouer cette situation. Mais elle laisse le soin à nos armées commandées par le général Gouraud, de reconquérir Damas et de battre à Kham Meissaloum les troupes de l'émir Fayçal. Tirant profit de ces difficultés, les Turcs, ayant à leur tête un jeune chef plein de talent et de courage, Moustapha Kemal, s'emparent de la Cilicie..

L'Intelligence Service et le pétrole

Dans le même moment l'Angleterre tentait d'associer à sa diplomatie une commission américaine siégeant la conférence de la paix et qui était composée du dictateur King et de M. Crame. Cette manoeuvre de grande envergure tendait à nous éliminer

complètement du Proche-Orient au profit des pétroliers anglo-américains c'est-à-dire des deux grandes compagnies, la Shell et la Standard Oil. Le général Andréa, ancien commandant de la région de Damas, ancien gouverneur du Djebel druze pouvait écrire :

Il s'agissait donc visiblement pour l'Angleterre d'englober toutes les régions pétrolifères d'Orient en un vaste bloc. L'Intelligence Service qui, depuis longtemps, était sur la piste des gisements de pétrole, n'était-elle pas déjà de concert avec l'amirauté anglaise ?



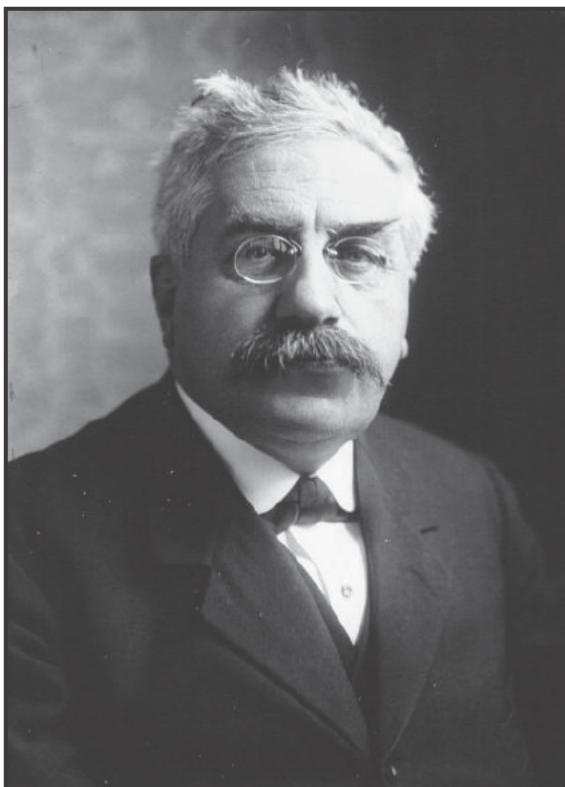
Pour nous, la collaboration de l'amirauté anglaise et de l'Intelligence Service ne fait aucun doute.

Le scandaleux traité de San-Remo

C'est le 25 avril 1920 à San-Remo, que le franc-maçon Millerand signait un traité absolument honteux avec l'Angleterre. La France recevait bien un mandat sur les pays du Levant mais nous renoncions à nos droits sur la Cilicie ; la Palestine du Nord et la région de Mossoul.

Il est à souligner que le premier traité qui donnait une partie du territoire de Mossoul à la France avait été truqué par les Anglais. On s'aperçut, en effet, à l'examen des plans du territoire de Mossoul que les concessions françaises s'arrêtaient exactement à la limite des puits de pétrole qui, ainsi, se trouvaient sous la domination britannique.

Mais dans la nouvelle tractation de San-Remo nous obtenions une participation de 23% dans l'exploitation des pétroles de Mossoul que nos soldats avaient conquis.



Il est juste de souligner qu'en échange la France abandonnait totalement l'Angleterre l'exploitation et le commerce dit pétrole dans la métropole française et dans tout l'Empire français.

Peu de gens, en France, s'élevèrent contre ce scandaleux traité et dans une presse largement subventionnée par l'Angleterre on déclara que le traité de San-Remo était fort avantageux pour la France. *En réalité cet accord livrait notre pays pieds, et poings liés à l'Angleterre.*

Mais cet accord franco-anglais du pétrole qui lésait la France faisait perdre aussi aux Etats-Unis et surtout à la Standard Oil, un de ses principaux marchés d'Europe.

Le franc-maçon Millerand qui livra aux Anglo-Saxons le pétrole conquis par nos soldats à Mossoul.

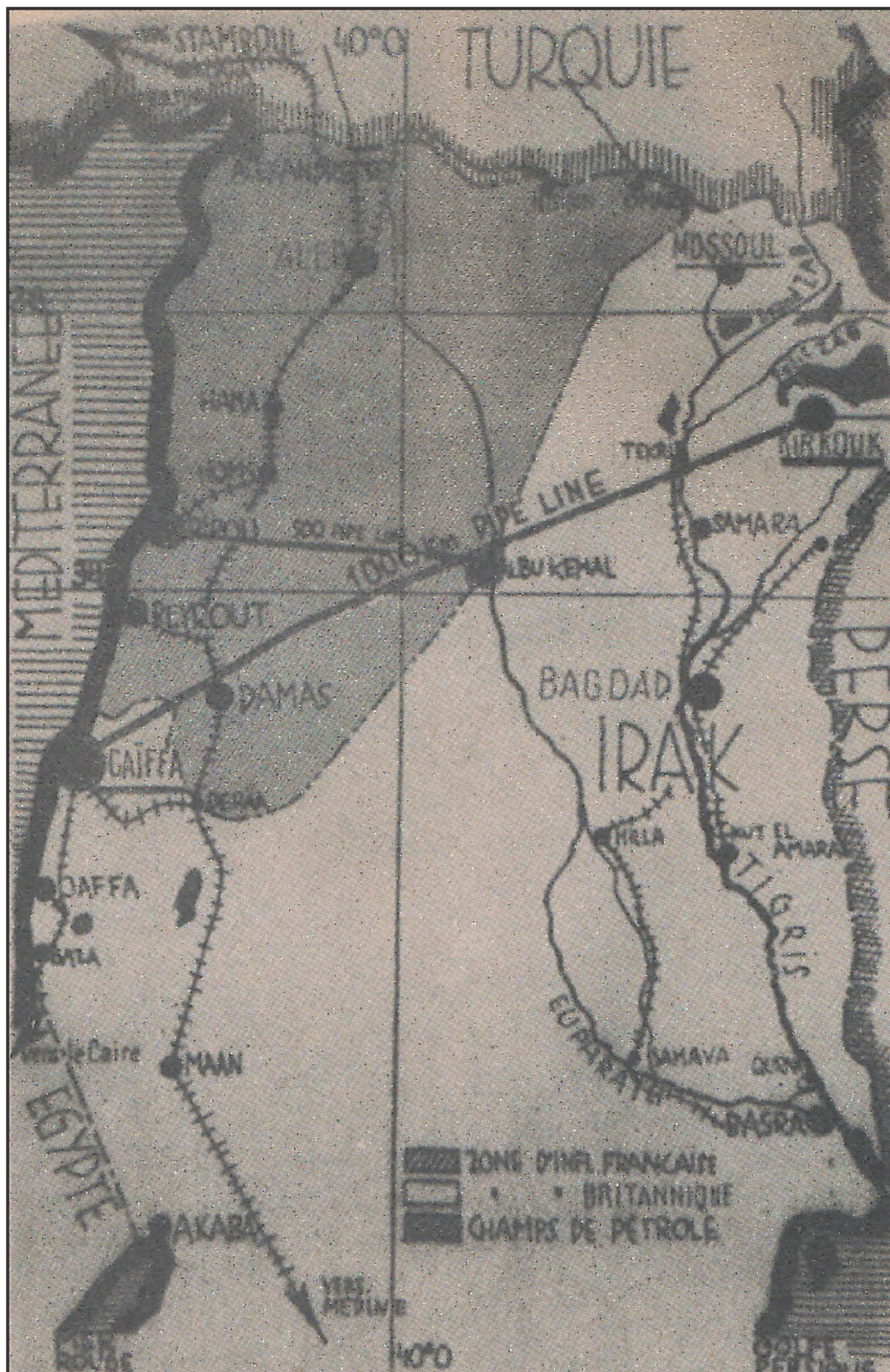
Répercussions intérieures du traité de San-Remo Mort violente du Président Deschanel

Aussitôt, par l'intermédiaire du secrétaire d'Etat Colby, Washington fait tenir à lord Curzon une note impérative et en France l'ambassadeur des Etats-Unis intervient très énergiquement auprès de M. Paul Deschanel, président de la République.

Celui-ci s'émeut. Il y a de quoi, avouons-le. Que va faire le brave président Deschanel ? User de tous ses pouvoirs présidentiels pour intervenir au Conseil des Ministres ? La convention de San-Remo va-t-elle être dénoncée ? Hélas ! le président Paul Deschanel n'a pas le temps de faire grand'chose. Quelques semaines après la signature du fameux traité par le président du Conseil franc-maçon Millerand, le malheureux président de la République se précipite fort opportunément par la portière de son wagon-lit. Curieuse, bien curieuse coïncidence.

L'une des victimes de la guerre du pétrole et de l'Intelligence Service, le Président de la République Paul Deschanel, qui fut, comme on le sait, jeté de la fenêtre de la portière du train présidentiel sur la voie ferrée.





Les champs de pétrole de Mossoul et la pipe-line Caiffa-Kirkouk.

On se souvient de cette écœurante et tragique farce. On affirme que Deschanel était un déséquilibré et Millerand laissa toute la France chanter ce refrain ignoble :

*Monsieur Paul Deschanel,
Désormais est immortel.
Il n'a pas abîmé son pyjama...
C'est épatant, mais c'est comme ça.*

Mais malgré l'habileté des criminels et les silences d'une enquête officielle immédiatement étouffée, il reste toujours des traces de ces « morts automatiques ».

L'ennuyeux, par exemple. c'est que le valet (le chambre du Président de la République, qui le servait dans le train présidentiel, ait été un employé de l'ambassade d'Angleterre.

Le franc-maçon Millerand fut immédiatement élu Président de la République à la place de l'infortuné Paul Deschanel qui, n'étant pas mort sur le coup, s'éteignit en 1922 dans une maison de santé.

On peut affirmer que le Président Paul Deschanel fut un des grands morts du pétrole comme le Président Harding et le dictateur déchu de l'Espagne, Primo de Rivera, qui avait voulu affranchir son pays de la dictature des pétroliers. Harding mourut aux Etats-Unis, dans sa propriété, d'une piqûre d'insecte venimeux (*sic*) et Primo de Rivera, subitement à Paris.

Mort subite du roi Fayçal

Mais comme Lowenstein et, plus près de nous, comme le général Sikorski, le roi Fayçal, pour son malheur, se tourne vers des ennemis de l'Angleterre, ennemis économiques, ceux-là. Il s'agit des pétroliers américains. Vous connaissez la fin de l'histoire, c'est toujours la même, elle ne change jamais.



Vous connaissez la fin de l'histoire, c'est toujours la même, elle ne change jamais.

Les Marchands de mort subite interviennent. À Berne, le 7 septembre 1933, le roi Fayçal rentre d'une promenade en auto. Il se sent un peu fatigué et va s'étendre dans sa chambre. Une heure après, il est mort.

Celui qui découvrit le cadavre du roi mort, le directeur de l'hôtel, M. Eggimann, meurt, lui aussi, le jour même.

Toujours ces coïncidences étranges. Et sur ces crimes, le silence absolu se fait bientôt.

Intelligence Service.

Le roi Fayçal tendait à s'entendre avec les pétroliers américains, l'intelligence Service intervient.. Tout s'arrange. On découvre le roi, mort subitement, dans son hôtel à Berne.

Le colonel Lawrence et la guerre des Druzes

Mais dans le Proche-Orient, la lutte entre la France et l'Angleterre continuait. Le fameux colonel Lawrence se chargea de dresser à nouveau la Syrie contre la souveraineté française. Il est aidé dans ses desseins par un autre agent très remarquable du service secret britannique : miss Bell. En 1922, une émeute éclate à Damas, puis en 1925 c'est la révolte du Djebel Druze. À cette époque la France occupée au Maroc à faire face à une insurrection organisée de même par l'Intelligence Service, avait dû retirer du Proche-Orient une grande partie de ses troupes. Soltan-el-Attrache, armé par les agents britanniques, en profita pour attaquer ce qui restait de nos effectifs. Il attaquait, le 25 juillet 1925, une importante colonne française au sud de Soueida. Le massacre fut effroyable et les pertes françaises furent extrêmement élevées.

De tous les pays sous mandat britannique, des armes et du ravitaillement pénétraient en masse en Syrie et dans le Liban.

De l'Égypte, de la Transjordanie, de la Palestine, sans arrêt les agents de l'Intelligence Service faisaient passer des munitions, des canons, des mitrailleuses et des subsides aux insurgés.

Lorsque nos troupes poursuivaient les bandes rebelles et que ces dernières étaient en difficulté, elles pouvaient impunément se réfugier en Transjordanie. Là, les Anglais reformaient les armées rebelles, les encadraient par des officiers britanniques, les réarmaient et quinze jours plus tard elles revenaient en force attaquer la France sur le territoire syrien.



Sur un champ de bataille druze, voici des morts à mettre au compte de l'Angleterre.



Le grand « as » de l'Intelligence Service, le colonel Lawrence, qui aimait se faire appeler le « roi sans couronne de l'Arabie » et dont toute la politique antifranaçaise est aujourd'hui connue. C'est à lui qu'on doit plusieurs révoltes contre nos soldats et, notamment, la fameuse révolte du Djebel-Druze.

Telle est l'histoire des luttes franco-anglaises, en Syrie. Jamais l'Angleterre ne voulut reconnaître cette conquête française, payée par les anglais. Elle entretint à grands frais jusqu'en 1939, parmi nos fonctionnaires et même nos militaires, des agents et des traîtres.

Le 27 juin 1940, le colonel de Larminat, marié à une juive, agent de l'Intelligence Service, trahissait ouvertement.

Le Maréchal Pétain envoyait alors Jean Chiappe pour rétablir l'ordre. Cet homme à poigne, animé d'un ardent patriotisme, partit de Marseille sur un hydravion. Les agents de l'Intelligence Service connurent, grâce à des imprudences inexplicables, l'heure du départ de Jean Chiappe dont l'appareil fut abattu en Méditerranée par des avions de la Royal Air Force.

Puis ce fut l'attaque ouverte de la Syrie. Malgré l'énorme infériorité numérique en matériel et en hommes de nos troupes glorieusement commandées par les généraux Dentz et Verdillac, la France dut s'avouer vaincue après un mois de combat acharné. Il est à noter que la Syrie aurait pu être secourue à temps si les agents de l'Intelligence Service qui se trouvaient dans le sein même du gouvernement français avaient accepté l'aide loyale que l'Allemagne nous offrait, surtout du point de vue aérien.

Cette aide fut repoussée dans le Proche-Orient comme en Afrique du Nord.

Le résultat est clair. La France n'a plus d'Empire aujourd'hui.

Jean Chiappe, désigné pour se rendre en Syrie, est assassiné, en avion, par les Anglais. L'Intelligence Service avait fonctionné.



L'impudence du major-général Sir George Aston

Depuis les vieux crimes anglo-maçonniques comme l'assassinat du patriote Syveton de la *Patrie Française*, en décembre 1904, assassinat maquillé en suicide, la liquidation de Stavisky et la mort du conseiller Prince, les interventions directes ou non de l'Intelligence Service dans les affaires politiques françaises ne se comptent plus.

Dans l'affaire Prince ce sont d'ailleurs des comparses de sir Basil Thomson, ancien directeur de Scotland Yard, qui s'occupèrent de l'enquête en France.

Quant à l'impudence des agents de l'Intelligence Service pendant la guerre de 1914-1918, elle ne connaît plus de bornes. Le livre d'un des grands chefs de l'Intelligence Service, le major-général sir George Aston, est d'une insolence et d'une suffisance à peine croyables à ce sujet.² L'auteur y avoue d'abord qu'il se livra au cours des années précédant 1914 à un travail d'espionnage obstiné dans notre pays. Mais que dire de ces lignes extravagantes :

2 « Secret Service ».

« Les Allemands avaient lancé en mars sur l'armée britannique qui couvrait Amiens *la plus formidable des attaques que connaisse l'Histoire*. Les troupes anglaises débordées avaient dû se replier jusqu'aux portes mêmes de la ville, mais si la ligne avait fléchi elle n'avait pas été rompue. Ensuite, en avril, avait eu lieu la résistance désespérée opposée aux Allemands par des divisions britanniques fatiguées dans des conditions inégales : c'était la bataille de la Lys (9-29 avril) et l'ordre du jour historique de sir Douglas Haig du 12 avril : « *Combattez, dos au mur*. »

Ce « *Combattez, dos au mur* » montre à quel point l'honorable major général voulut se moquer de nous, car chacun sait que les Anglais prirent tout simplement la fuite et laissèrent les Français se battre à leur place, comme à l'habitude.

Ce livre parut en 1928, et l'auteur affirme que les Anglais connurent la plus grande bataille de l'histoire. L'auteur n'est guère modeste : il oublie, par exemple, une certaine bataille de Verdun. Il est vrai qu'il n'y eut jamais un seul soldat anglais à Verdun.

La vérité sur la guerre du Maroc

Le 9 avril 1925, la guerre du Maroc éclatait : elle devait durer plus d'un an. Il fallut pour y mettre un terme que le Maréchal Pétain intervint et que 100.000 hommes de renfort, armés d'un matériel moderne, vinssent secourir les effectifs de la Résidence, qui s'élevaient, au début des hostilités. 64.000 hommes.

La lutte fut implacable, acharnée, féroce, meurtrière, un exemple suffit à en donner une idée : la bataille de Fez (fin juillet 1925) coûta à nos troupes 5.723 hommes (1.005 tués, 1.007 disparus, 3.611 blessés).

Les pertes totales de la guerre ne furent jamais connues ; elles furent cependant énormes.

Lorsque la guerre du Maroc éclate, Abd-el-Krim est déjà en lutte avec l'Espagne. Il n'est donc pas de son intérêt de se créer de nouvelles difficultés sur une autre frontière, d'ailleurs il n'a cessé de manifester sa volonté de paix dans les déclarations officielles faites aux représentants des journaux étrangers.

Déjà, pour mettre un terme à la lutte avec l'Espagne, Abd-el-Krim avait multiplié les demandes de médiation auprès des hommes d'Etat anglais, auprès de lord Curzon et de Mac Donald : ces demandes restèrent sans réponse.

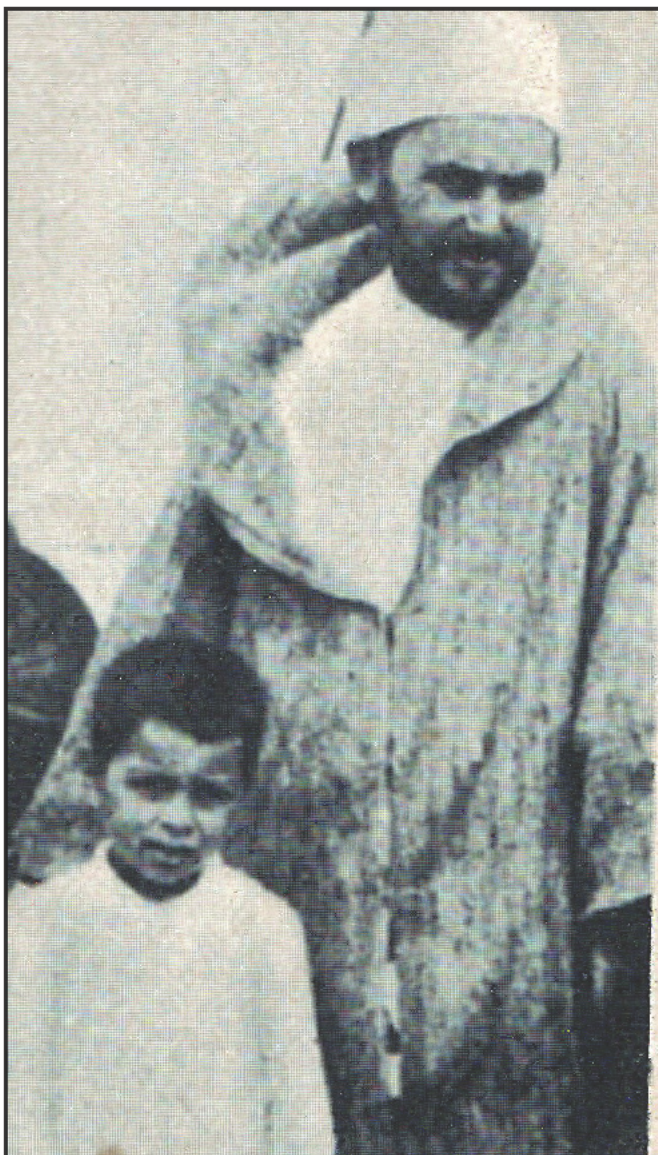
En 1924. Abd-el-Krim déclarait à Jacques Marsillac, correspondant du *Journal* :

« *Nous voulons le Rif et rien de plus. Avec la France, je ne veux que la paix. Je considère la France comme la reine de l'Islam. Le sultan n'a même pas répondu lorsque je lui ai demandé de mettre fin aux exactions des Espagnols.*

« *J'ai manifesté, sans jamais me décourager, mon désir d'entente avec la France. Je ne doute pas que les Français ne trouvent une formule que je pourrai accepter.* »

Le 8 février 1925, il répète ces déclarations à un journaliste américain :

« *Nous n'avons pas de plus grand désir que d'entretenir des relations amicales avec la France, et, nous ne voulons pas attaquer le Maroc français. Pour moi une guerre avec la France est inconcevable, à moins qu'elle ne nous attaque. Mais c'est, une éventualité trop éloignée pour qu'on puisse la considérer. Il n'est certainement pas dans l'intérêt de*



la France de nous attaquer. Nous tendrons une main amicale à la France et nous espérons sincèrement que notre amitié sera acceptée. »

Cependant les escarmouches de frontière se poursuivent à un rythme accéléré ; la tension s'aggrave.

« Les escarmouches de frontière, déclare Abd-elKrim à la « Chicago Tribune », ne pourront être évitées que par le seul moyen d'une déclaration de nos frontières. »

Mais les déclarations officielles d'Abd-el-Krim restent sans réponse. On veut la guerre : les banques judéo-américaines d'un côté, l'Angleterre de l'autre, veulent la guerre.

Abd-el-Krim qui avoua avoir été armé par l'Angleterre pour se battre contre la France.

Toujours la guerre du pétrole

Il semble que cette guerre ait été voulue et comme préparée minutieusement depuis le moment où la Société des Nations refusa de reconnaître l'Etat rifain. En réalité, les richesses du sous-sol marocain étaient depuis longtemps convoitées et exploitées par les représentants financiers, industriels et économiques de deux puissances : la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique. Anglais et Américains avaient, en France même, des hommes qui ne se trouvaient ni dans les ambassades, ni dans les légations commerciales, mais dans des banques monstrueuses, dont les spécimens les plus représentatifs étaient, par exemple, la Banque de l'Union Parisienne et la Banque de Paris et des Pays-Bas. L'internationalisme de la Banque de l'Union Parisienne, alors considérée, à juste titre, comme un important établissement financier Comité des Forges, est bien connu. Elle fut dirigée par un Viennois, qui portait le nom approximatif d'Oscar Lustgarten. L'Union Parisienne devait fonder la Banque Balkanique, à Bucarest, la Banque Commerciale roumaine, etc., le capital n'avait point de patrie.

Le sort de la France et de son Empire ne se jouait en aucune manière au Parlement, mais dans ces établissements financiers où il n'était pas plus difficile d'acheter des voix de parlementaires, que des mines de fer ou des concessions pétrolifères, par exemple.

Sait-on qu'il y a aujourd'hui, au Maroc, des puits de pétrole et qu'ils ne sont pas exploités ? Pour que des Français exploitassent des puits de pétrole dans leurs colonies, il fallait d'abord la permission des Anglais, ensuite celle des Américains, ou de leurs trusts, la Royal Dutch-Shell et la Standard Oil Co.

N'oublions pas la scandaleuse convention de San Remo. signée par le F.^r. M.^r. Millerand. N'oublions pas que les trusts anglo-américains, qui se livraient un combat mondial, signaient parfois des trêves sur le dos des pays ou des empires exploités. Enfin, des trusts pouvaient s'emparer d'une affaire pour deux raisons, pour qu'elle travaille ou pour qu'elle ne travaille pas.

Qui arma Abd-el-Krim ?

Le jeu fut celui-ci :

L'Angleterre arma Abd-el-Krim, contre nous autres soldats des banques américaines qui, en accord avec le gouvernement de nos fantoches démocratiques, exploitaient déjà les richesses du Maroc.

Les groupes financiers américains, qui possédaient le Maroc, furent défendus par les poitrines de nos soldats, tandis que les capitalistes anglais lançaient contre nos troupes et les troupes espagnoles les lascars d'Abd-el-Krim, au nom de l'indépendance du Rif et de la volonté du Prophète !

Et, devant la menace d'un Rif indépendant, avec lequel il faudrait traiter, quel accommodement d'envoyer nos soldats se faire tuer par les Lebel et les mitrailleuses Vickers-Maxim, de sir Basil Zaharoff !

Des contrats étaient passés avec diverses maisons françaises et Mohamed Abd-el-Krim, frère de l'Emir et chef militaire du Rif, notamment avec la banque Guet et Cie. La maison Darne, de Saint-Etienne, livrait à Paris des mitrailleuses, destinées aux Rifains et acheminées avec des fusils Gras, des Lebel et des brownings.

Dans ses mémoires, recueillis par le correspondant du « *Matin* », M. J.-R. Mathieu, Abd-el-Krim s'explique sur l'influence anglaise dans la guerre du Maroc.

« *On a tout fait pour m'armer et me jeter contre vous* », déclare-t-il tout d'abord. Et de s'expliquer sur cet On :

Tout d'abord il nous montre le capitaine Gordon Canning comme un artisan résolu de paix, bornant son rôle à des offres désintéressées de ravitaillement sanitaire.

Malheureusement Gordon Canning est en relations très étroites avec Gardiner, qui fournit aux Rifains 16.000 fusils ; il est son associé. L'un fournit les armes, l'autre feint de négocier la paix, tous les deux font partie de l'Intelligence Service !

D'ailleurs, ce Gordon Canning, descendant du ministre anglais Canning, qui tortura Napoléon et dont le grand poète Byron disait « *Lorsque vous passez devant sa tombe. crachez dessus !* » avait une hérédité anti-française particulièrement chargée.



Voici la sonde Tsio, au Djebel Tselfat, qui donnait, dès 1929, un débit intéressant de pétrole. Sur notre photo, un poste de pompage à la cuiller. Les puits du Djebel Tselfat furent incendiés par les agents de l'Intelligence Service.

« L'Anglais à été mon mauvais génie » déclare Abd-el-Krim

Il n'est point jusqu'aux journalistes qui n'aient leur mot à dire. Voici Harris, du « Times » :

« Il m'a trompé, déclare Abd-el-Krim, et il a été mon mauvais génie. Harris était pour moi un conseiller. Je ne sais dans quel but, mais je crois qu'il a abusé de ma confiance quand il s'est posé devant moi en porte-parole de l'Angleterre. Il n'a jamais cessé de répéter que ni les Espagnols, ni les Français ne parviendraient à pénétrer dans le Rif. C'est lui qui m'a poussé sans cesse à entrer en guerre avec vous, en répétant — comme le faisaient d'ailleurs le consul d'Amérique et les reporters américains — que la politique extérieure et intérieure de la France était des plus embarrassées et qu'il ne tenait qu'à nous de tenir bon : c'est lui qui m'a notamment interdit d'accepter vos propositions de paix, en 1925. Et c'est beaucoup à ces assurances que je dois d'avoir prolongé la guerre, d'avoir « résisté jusqu'à la gauche ».

C'est Gardiner qui fournira les armes aux Rifains, à un prix singulièrement élevé d'ailleurs, remarque Abd-el-Krim ; et le « Crapouillot » de 1933 a pu écrire que ce fut le syndicat franco-anglais, Letellier, du Taillis. Gardiner and C^o qui finança les opé-

rations d'Abd-el-Krim et lui envoya des mitrailleuses et des avions, avec le personnel nécessaire pour utiliser ces armes. Les opérations se seraient montées, à la date de septembre 1924, à 500.900 livres sterling.

Le conseiller juridique des pourvoyeurs d'Abd-el-Krim n'était autre que l'un des avocats de l'Ambassade d'Angleterre à Paris. L'un des témoins des contrats passés avec l'Emir, pour fournitures d'armes, de munitions et de matériel, n'était autre que lord Tynham, membre du Conseil de la Couronne et ami personnel de sir Basil Zaharoff, grand-croix de la Légion d'Honneur, chevalier de l'Ordre du Bain et marchand de canons fort connu. La responsabilité du gouvernement britannique est donc bien établie.

Le colonel anglais Barry, de l'Intelligence Service, voulait doter l'armée rifaine d'un Fokker à « des conditions avantageuses », puis de divers autres avions rapides. Barry était aidé dans ses démarches par un aventurier du nom de Hacklancher qui, avec Gordon Canning, Percy, Gardiner, du « secret service », constituait l'armature du Rif Committee, dont l'influence sur Abd-el-Krim et son entourage fut énorme.



La sonde Ahi, à Aïn-el-Hamra, est la première ayant rencontré de l'huile lampante en 1923.

Dans les derniers entretiens que J.-R. Mathieu eut avec Abd-el-Krim, celui-ci lui fit des relations du plus haut intérêt qui sont la condamnation totale et sans rémission des intrigues anglaises dans la guerre du Maroc :

« Je ne reproche qu'une seule erreur à Ibn Séoud, c'est d'être à la remorque de l'Angleterre.

« Avec l'aide de la Grande-Bretagne, par l'intermédiaire du Croissant-Rouge et de Ali, hindou résidant en Angleterre, ils ont cherché à me venir en aide. Mais sans succès. Tout cela a été inventé devant Tanger.

« Ah ! les Anglais. Ai-je été assez entouré par eux... Adjir, ma capitale, était une vraie pépinière de sujets britanniques.

« C'est de Gibraltar, par le cap Moro, que les bateaux à roues et même de fort tonnage débarquaient pour nous des munitions en masse et des centaines de sacs du sel...

« Mais, laisse-moi te dire tout de suite qu'au moment où ma reddition devenait inévitable, ce sont les Anglais qui m'ont offert de mettre un bateau ma disposition, à Iallich ou à Mersel Eldar, pour me permettre de fuir. On m'aurait ainsi tenu quelque part en réserve, pour que je reprenne sans doute un jour la lutte contre vous, au mieux des intérêts de l'Angleterre. »

Depuis, les gens de l'Intelligence Service sont allés chercher Abd-el-Krim à l'île de la Réunion et l'ont amené au Maroc.

Pour conclure

Telle est, en résumé, l'histoire de ces marchands de mort subite de l'Intelligence Service.

Telle est l'histoire de l'Intelligence Service contre la France.

Les faits parlent d'eux-mêmes.



Que de naïfs Français ignorant ces trahisons et ces crimes réfléchissent à l'amitié anglaise, maintenant qu'ils savent, en gros de quoi sont capables nos amis les Anglais, les plus implacables et les plus féroces adversaires de notre Patrie. L'Angleterre veut des domestiques.

Elle ne veut pas des alliés, car elle n'a jamais compris le sens du mot *partage* ni celui du mot *honneur*.

Que nos giraudistes se souviennent de la brève existence en Afrique du Nord de l'amiral Darlan !

Sir Henry Deterding, le mystérieux dictateur du pétrole, maître de l'un des plus grands trusts du monde, qui collabore étroitement avec l'Intelligence Service.

Sir Henry Deterding est l'un des hommes qui ont joué dans les coulisses de la politique mondiale l'un des rôles les plus importants.

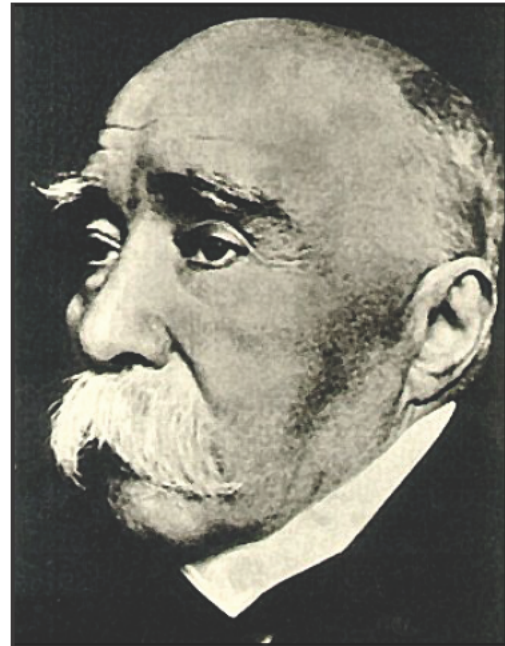
Et que nos gaullistes ne soient pas étonnés si un jour ils apprennent que le mirobolant général de Gaulle est un peu malade.

Un accident est si vite arrivé...

FIN

Publié en 1943.

**Le jugement
impitoyable
du
TIGRE :**



**« L'Angleterre fut historiquement notre
plus vieille ennemie. »**

(Extrait de Misères et grandeurs d'une victoire.)

LE BON A TIRER DE
CETTE BROCHURE
::: A ÉTÉ REMIS LE :::
::: 25 JUILLET 1943 :::
AUX PRESSES DE
L'IMPRIMERIE SPÉCIALE
:::::::::: DES ::::::::::
DOCUMENTS POLITIQUES
A PARIS
N° D'AUTORISATION 22.287
